

## Inculture française

Charles Wyplosz, *Libération*, 26 Mars 1998

Ainsi M. Allègre fait un mauvais procès à l'économie, « science molle ». Je pense qu'il est mal informé et que son attaque, si elle devait se transformer en actes, ferait un tort considérable à la France qui souffre déjà d'une incroyable inculture économique. Il suffit aujourd'hui de voyager dans le monde pour se rendre compte que l'économie de la France est sérieusement en déclin, même si l'heure est à l'optimisme. Après une léthargie qui aura duré presque sept ans, l'activité repart, mais ce redémarrage s'annonce bien modeste, en retrait par rapport au reste de l'Europe, sans parler de la santé insolente des Etats-Unis, de l'Amérique Latine et même de l'Asie du Sud-Est qui traverse une crise de croissance après une décennie durant laquelle son niveau de vie a presque triplé, et triplera encore dans les dix ou quinze ans à venir. Même les plus optimistes n'espèrent pas voir le taux de chômage repasser en dessous des 8 à 9%. Piètre gloire! Il n'existe guère de pays développé où le débat sur les choix économiques est aussi indigent. Il y a beaucoup de raisons à ce triste état: la coupure idéologique qui permet aux dogmes surannés (capitalisme contre socialisme, patrons contre employés sur fond de lutte des classes, keynésiens contre libéraux) de survivre, le poids des groupes de pression qui ont tout intérêt à travestir leurs rôles économiques, l'absence de courage intellectuel dans la classe politique qui vend ses champions avec des slogans inspirés des grandes marques de lessive (la force tranquille, la fracture sociale, la gauche plurielle, etc.) et une certaine tendance à prendre des vessies pour des lanternes (le plan calcul qui devait propulser l'informatique à la française au premier rang mondial, les filières industrielles et les noyaux durs qui devaient régénérer notre industrie, la feuille de paie qui n'est pas l'ennemi du chômage, la réduction du temps de travail comme solution au chômage).

Mais tout ceci ne serait pas possible si les Français avaient appris à raisonner en termes économiques et à exercer leur sens critique. Nos débats sur des questions aussi essentielles pour l'avenir que l'union monétaire, le chômage, la fiscalité ou l'évolution de nos systèmes de retraites et de santé face au vieillissement de la population, se situent au

niveau zéro de la compréhension du monde qui nous entoure. Nos « experts » sont une écrivain qui se taille un franc succès en partageant l'horreur de ses fantasmes économiques, ou un consultant en entreprises autoproclamé spécialiste des questions de chômage ou encore, jadis, un excellent chanteur qui nous expliquait dans une célèbre émission télé « la crise » comme il chantait ses amourettes à bicyclette. Le rapport avec M. Allègre ? L'éducation. Pour avoir son bac il faut tout savoir des entiers naturels, de Nietzsche et de Marignan (1515), mais rares sont ceux qui comprennent comment fonctionne un marché ou ce qui détermine le taux d'intérêt. Et même ceux de nos lycéens qui suivent la filière économique (que notre ministre menace de supprimer, dit-on) sont plus à l'aise pour dissenter des débats entre Marx et Malthus (dont le niveau des connaissances économiques étaient par rapport à ce que nous savons aujourd'hui ce que l'automobile de Cugnot était par rapport à nos formules 1) que pour expliquer le rôle de la bourse. Voilà ce qui devrait préoccuper le Ministre de l'Education Nationale.

La science économique est loin d'avoir atteint un niveau de perfection. Les économistes ont autant de mal à prévoir les récessions que les géologues à anticiper les éruptions volcaniques, et leurs débats internes laissent une pénible impression d'imprécision. Tout ceci est vrai. Mais il existe des résultats solidement établis, même si quelques francs-tireurs de salon se font une gloire hexagonale à les réfuter. On sait, par exemple, que le chômage est dû en partie à un coût du travail trop élevé, que le système de retraites par répartition, dit « à la Française », est intenable dans notre contexte démographique, qu'une pression fiscale proche de 50 % du PIB est source de régression économique et sociale, et bien d'autres choses encore. On le sait parce qu'il existe un corps théorique mille fois confronté à la réalité, au moyen de travaux statistiques plus poussés que dans les autres sciences dites dures. M. Allègre devrait s'attacher à faire diffuser ces connaissances modernes par l'entreprise de formation qu'il dirige. Cela permettrait aux Français de comprendre enfin les enjeux auxquels ils sont confrontés et de choisir les bonnes solutions plutôt que de se laisser séduire, puis décevoir, par des slogans.